

Chronique internet novembre 2008

Après la présentation de la RGPP – la révision générale des politiques publiques- au printemps de cette année, après la publication du Livre Blanc présenté le 17 juin par le Président de la République, après l'annonce des restructurations avec la Carte militaire, le projet de Loi de Programmation Militaire (LPM) 2009-2014 a été annoncé fin octobre et sera bientôt présenté au Parlement. La route est donc désormais bien balisée pour la décennie à venir, voire pour la suivante. Il reste maintenant aux armées à mettre en œuvre l'ensemble de ces projets tout en continuant à assurer toutes les missions opérationnelles et en veillant à garder la cohérence entre systèmes de forces et systèmes d'hommes et de femmes, militaires et civils. Le challenge est immense et ne sera réussi qu'avec l'engagement de toutes les forces de la Nation.

La LPM est ambitieuse tout en faisant preuve de réalisme, avec l'accent mis sur les nouvelles menaces comme le risque NRBC, la sécurité des systèmes d'information ou la prolifération balistique. Dans tous les cas, la coopération militaro-civile sera renforcée en vue de réagir avec efficacité en cas d'incidents majeurs.

Le plan de charge ainsi proposé permettra également le maintien des capacités des bureaux d'études, ce qui est indispensable pour préparer l'avenir. Dans ce cadre, la LPM prévoit une prise de décision sur le deuxième porte-avions d'ici 2011-2012. D'ici là, un nouveau projet devrait être élaboré avec la réouverture du débat sur la propulsion, classique ou nucléaire. Cette dernière option se justifie avec un baril à 200 dollars. Or, cet été, le baril avait atteint 155 dollars pour s'effondrer cet automne à 51 dollars. Ce sont donc des choix difficiles d'autant plus qu'il faut raisonner sur un navire qui entrerait en service autour de 2020 et dont la durée de vie atteindra 40 ans, c'est-à-dire au-delà de 2050.

Pour l'armée de terre, de nouveaux programmes vont être lancés notamment pour remplacer les VAB avec une nouvelle génération de Véhicule Blindé Multirôle (VBMR) à partir de 2015 et un successeur à l'AMX 10 RC, l'Engin blindé de reconnaissance de combat (EBRC) à partir de 2018. Ces échéances peuvent sembler lointaines mais elles ont le mérite de fixer désormais un calendrier.

Par ailleurs, le renouvellement des équipements terrestres – tant attendu- est désormais une réalité avec les premières livraisons des VBCCI, des canons Caesar avec 8 systèmes d'ici décembre et la poursuite de la mise en place des hélicoptères Tigre au 5^e RHC de Pau. Il est d'ailleurs envisagé de mettre en place un premier détachement de 3 hélicoptères Tigre en Afghanistan à partir du mois de mars 2009, ce qui constituerait le premier emploi opérationnel de l'appareil franco-allemand.

Dans ce même cadre, Eurocopter a livré le premier hélicoptère Colibri destiné à la société Helidax qui doit assurer à partir de l'année prochaine la formation de tous les pilotes de la Défense à Dax au sein de l'Ecole d'Application de l'ALAT. 30 Colibri assureront le remplacement des Gazelle.

La dissuasion nucléaire reste au cœur de la défense française. Ainsi, le troisième tir du missile M 51 effectué à la mi-novembre, à partir d'un caisson immergé dans une piscine de 50 mètres de profondeur au Centre d'essais des Landes, marque un jalon important dans le déroulement de ce programme majeur. Les missiles M 51 seront installés à bord du SNLE *Terrible* dont l'admission au service actif est prévue en 2010. Les trois autres SNLE-NG seront à leur tour dotés du M 51 après 2010. Il faut souligner que la vidéo –spectaculaire- de ce test a été mise en ligne par la DGA sur Internet. La transparence et la communication participent de fait au principe de dissuasion.

Le porte-avions *Charles de Gaulle* a repris la mer après 17 mois de rénovation lourde dont le changement du cœur nucléaire. Sa pleine capacité opérationnelle sera retrouvée en mars 2009 avec son groupe aéronaval, qui a poursuivi son entraînement notamment aux Etats-Unis.

A la fin octobre, l'avion *Rafale* a effectué des essais approfondis en Suisse dans le cadre du programme de remplacement des vénérables F5. L'avion français est en concurrence avec l'*Eurofighter* et le *Gripen* suédois et le résultat de la compétition sera déterminant pour l'avenir de l'avion français.

Cet automne apporte cependant des inquiétudes pour un programme majeur pour la France et nos partenaires européens avec la débâcle des essais de l'avion de transport A 400M. Début novembre, le constructeur européen EADS a été obligé de « ralentir » la chaîne d'assemblage installée à Séville. 4 cellules sont construites mais les essais en vol du moteur installé sur un Hercules C 130 n'ont toujours pas débuté. Aucune date n'est désormais fixée pour le premier vol du prototype, en espérant qu'il ait lieu en 2009, ce qui induit de facto des retards majeurs pour les livraisons aux armées de l'air.

La fin de la présidence française de l'Union européenne approche et dans le domaine de la défense, des progrès ont été faits avec notamment le projet de flotte commune d'avions A 400 M (lorsqu'il parviendra à voler !), un Erasmus militaire pour la formation des officiers (mécanisme déjà en grande partie mis en place), ou encore une capacité de déminage maritime européenne. Ces propositions sont des étapes intéressantes mais qui ne remettent pas en cause le périmètre des responsabilités de l'OTAN qui reste la grande organisation militaire. Le sommet de son soixantième anniversaire sera d'ailleurs organisé entre Strasbourg et Baden Baden début avril. Ce sera d'ailleurs le premier contact de l'OTAN avec le président américain Barack Obama.

En effet, les élections américaines du 4 novembre étaient attendues avec impatience par la planète tout entière avec des raisons différentes et très souvent antagonistes d'un pays à l'autre. Comme dénominateur commun, l'administration Bush, après huit ans de politique étrangère unilatérale, avait fait l'unanimité contre elle. L'élection du président Obama ne doit cependant pas être perçue comme un changement de cap complet de la politique extérieure de Washington. Il y aura des ajustements avec en particulier le début du retrait américain d'Irak mais l'augmentation de l'effort en Afghanistan. Il y aura certainement plus de dialogues mais les intérêts américains seront toujours la priorité de la nouvelle administration.

De plus, la crise financière puis économique bouleverse l'environnement international. Les cours des matières premières se sont effondrés, mettant fin à la bulle spéculative, sans pour autant signifier l'assainissement du marché. Les conséquences stratégiques de la crise de cet automne devront être analysées avec précision et précaution dans les mois à venir. Les excédents de revenus des pays producteurs sont en train de fondre et impacteront directement les carnets de commande des pays occidentaux. La priorité ne sera pas dans la construction de paquebots de luxe ou dans l'immobilier de loisirs.

Les dernières semaines ont été marquées par une recrudescence spectaculaire de la piraterie maritime dans deux zones du globe, le golfe de Guinée où les exploitations pétrolières off shore constituent des proies faciles et le large de la Somalie où les pirates n'hésitent plus à s'emparer de navires importants. L'Union européenne vient d'ailleurs d'engager pour la première fois une opération navale visant à protéger le trafic maritime international mais des difficultés juridiques subsistent sur le devenir des pirates éventuellement capturés avec la définition de l'autorité juridique habilitée à les juger. Au 18^e siècle, et jusqu'au milieu du 19^e, les marines françaises et britanniques luttaient déjà contre la piraterie. Les « barbaresques » ou les pirates des Caraïbes savaient alors quel serait leur destin en cas de capture. Cependant, face à des pirates disposant de navires rapides, les marines européennes vont devoir déployer des moyens pas forcément adaptés et surtout, ce type d'opération va s'inscrire dans la très longue durée, tant que l'Etat somalien ne se soit pas rétabli. La tâche risque donc d'être ingrate mais elle est indispensable pour garantir la sécurité maritime.

Cet automne est donc plein d'incertitudes stratégiques alimentées par une crise économique aux conséquences encore inconnues. Seule certitude, l'arrivée de la nouvelle administration

Obama permettra aux Etats-Unis de pouvoir d'ici à quelques semaines relancer leur politique étrangère et économique. Il est à souhaiter qu'un meilleur dialogue entre les deux rives de l'Atlantique puisse amener la sérénité indispensable pour que la crise économique ne se transforme en affrontements violents et n'exacerbe les nationalismes vindicatifs.

Jérôme PELLISTRANDI